

A S S E M B L É E N A T I O N A L E

X I V ^e L É G I S L A T U R E

Compte rendu

Mission d'information sur les moyens de Daech

Audition, ouverte à la presse, de Mme Myriam Benraad, chercheuse associée à l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (IREMAM) et à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS).

MARDI

12 JANVIER 2016

Séance de 13 heures 30

Compte rendu n° 2

SESSION ORDINAIRE DE 2015-2016

Présidence de
M. Jean-Frédéric POISSON,
Président



L'audition débute à treize heures quarante.

M. le président Jean-Frédéric Poisson. Nous avons installé la mission d'information sur les moyens de Daech le 16 décembre dernier et nous vous remercions, madame Benraad, d'avoir répondu favorablement à notre invitation. Nous souhaitons que les personnes auditionnées nous fournissent une vision aussi large que possible des installations de Daech, de ses moyens et de son mode de fonctionnement.

Vous êtes, madame, chercheure associée à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS) et à l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (IREMAM) ; vous avez publié plusieurs ouvrages sur l'Irak, notamment *L'Irak, la revanche de l'Histoire – De l'occupation étrangère à l'État islamique* en 2015. La notion d'occupation étrangère que vous avez ainsi mise en avant interroge, et nous tenterons de déterminer s'il s'agit de la situation politique normale pour ce pays qui souffrirait ainsi d'une sorte de malédiction.

Mme Myriam Benraad, chercheure associée à l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (IREMAM) et à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS). Daech représente l'ancien acronyme arabe du groupe qui a décidé de se nommer État islamique (EI) au début du printemps 2014. Il rencontre de sévères difficultés en Syrie, les dynamiques actuelles laissant présager de graves problèmes stratégiques pour lui dans ce pays ; ces développements étaient prévisibles, et j'ai toujours critiqué l'accent mis par la France sur le théâtre syrien. En effet, la puissance de l'État islamique réside avant tout en Irak, où il se montre beaucoup plus résilient et où se livrera la véritable bataille.

Présenter l'arrivée de Daech sur la scène irakienne en 2014 comme une surprise constitue une erreur, car sa genèse remonte à l'embargo imposé à ce pays à la suite de la guerre du Golfe de 1991. La contrebande pétrolière et d'autres trafics se sont développés dans le contexte de sanctions internationales et ont irrigué le tissu socio-économique irakien, principalement dans la province d'Anbar, à l'ouest du pays, qui est devenue dans les années 1990 l'interface de réseaux de contrebandes à destination de la Syrie et de la Jordanie, les frontières s'avérant déjà très poreuses à cette époque. Le régime baathiste a délégué un certain nombre de ses prérogatives à des acteurs locaux, notamment des tribus. Celles-ci se sont retrouvées aux côtés des Américains contre les djihadistes ou se sont battues en 2014 dans le même camp que l'État islamique, dont la majorité des combattants sont irakiens. L'État islamique d'Irak, ancêtre de Daech proclamé le 15 octobre 2006 dans six provinces du pays, avait promis aux tribus de recouvrer leur pouvoir si elles livraient bataille contre le gouvernement irakien installé à la suite de l'intervention américaine. L'EI a récupéré les trafics contrôlés par les tribus et a élaboré le projet de les transformer en économie politique articulée. En 2014, cette évolution a déjà abouti, au-delà des dynamiques militaires, puisque le président George W. Bush avait déployé des troupes supplémentaires en 2007 et 2008 dans le cadre de la stratégie du « *surge* » du général David Petraeus, qui avait vu la naissance d'une coopération très circonstancielle entre les tribus sunnites et l'armée américaine contre les djihadistes. Le groupe s'est reconstitué de manière visible dès 2009 ; il a consolidé le système d'économie politique en Irak et a exporté son activité en Syrie, à la faveur du basculement de ce pays dans la guerre civile. Lorsque celle-ci a éclaté, l'État syrien s'était déjà retiré de la partie orientale du pays, qu'il a toujours négligée. Il faut avoir ces éléments en tête pour déconstruire le mythe de la surprise véhiculé par les médias.

L'économie politique des zones contrôlées par Daech est rationalisée et, à la différence d'al-Qaïda, territorialisée, même si les sources de revenus extérieurs tendent à s'accroître au fur et à mesure que se poursuit la campagne militaire contre le groupe. Daech a

bénéficié de la précarité socio-économique des territoires dans lesquels il s'est implanté et du ressentiment des populations sunnites contre le gouvernement irakien de Bagdad, installé à la suite d'une décennie d'occupation américaine désastreuse. On retrouve cette situation en Syrie, mais il convient de ne pas plaquer une seule grille d'analyse communautaire car les clivages et les divisions s'avèrent bien plus complexes que le simple clivage entre chiïtes et sunnites. Un sentiment transfrontalier de solidarité s'est développé entre l'Ouest irakien et les provinces syriennes frontalières, les trafics et la contrebande existant entre ces deux régions depuis les années 1990. La propagande de l'État islamique a mis en scène l'effondrement de la frontière Sykes-Picot, qui était en fait poreuse depuis vingt-cinq ans et la fin de la guerre du Golfe.

Malgré les opérations militaires actuelles, la première source de revenus de Daech reste les rackets, les rançons et les pillages de sites archéologiques ; des antiquités sont vendues à des acheteurs internationaux depuis 2003 et ce trafic continue puisque je vois régulièrement sur des sites comme eBay des antiquités irakiennes. Les extorsions et les rançons sont justifiées par la protection des populations civiles et par la restauration des services. Cette dernière a beaucoup joué pour la popularité de Daech, car les services de base ne fonctionnaient pas du fait de la déliquescence de l'État et des institutions. Les Irakiens, depuis vingt-cinq ans, et les Syriens, depuis plus récemment, manquent de tout – eau potable, électricité et sécurité élémentaire. Au-delà du mythe de la restauration califale, le projet de l'État islamique de remettre ces services en marche lui suffisait pour s'assurer du soutien de la population.

Le détournement des devises et le pillage des banques à Mossoul en 2014 ont doté l'État islamique d'un capital important qui lui permet de survivre pendant plusieurs années.

La contrebande de pétrole et d'hydrocarbures constitue la troisième source de revenus de Daech, mais ce trafic s'effectue dans des conditions très précaires car les ingénieurs les plus compétents ont fui. Les très bas prix de revente sur les marchés locaux et régionaux assurent tout de même des entrées de devises à l'EI. Celui-ci s'appuie sur des sympathisants et des intermédiaires, qu'il est très ardu d'identifier car ils aident le groupe sans forcément adhérer à son projet.

Daech a repris l'exploitation agricole dans la plaine de Ninive et dans les régions rurales autour de leur fief syrien de Raqqa, ce qui lui permet d'atteindre l'autosuffisance et de nourrir les habitants. La campagne de bombardements met cet équilibre en péril, et des cas de malnutrition sont apparus ; en outre, des voies de communication ont été coupées en Syrie, ce qui compliquera la tâche des djihadistes dans les prochains mois. L'approfondissement des revers militaires du groupe en Irak et en Syrie tarira l'afflux de dons extérieurs, qui transitent par des associations caritatives qui constituent des couvertures pour le financement de l'EI. On sait également que certains éléments des populations des zones frontalières sont complices de Daech et font passer de l'argent.

L'EI a lancé une offensive sur Internet pour attirer des sympathisants et générer de nouvelles sources de revenus. Parallèlement, il tente de se projeter dans d'autres pays, notamment en Libye, et, selon des modalités différentes, en Égypte ou ailleurs. Le passage d'une stratégie régionale à une action globale prouve, quoi que leur propagande en dise, l'importance des difficultés que le groupe rencontre dans ses bases irakienne et syrienne. Cela n'est pas le signe de l'imminence de leur disparition, et de nouveaux défis devront être relevés dans cette lutte.

On ne peut qu'être étonné de l'impunité règne dans les réseaux sociaux où Daech recrute et lance des campagnes de collecte de fonds très facilement et dans l'indifférence des entreprises de ce domaine. Il m'est ainsi arrivé de signaler à Twitter un compte servant à

attirer de l'argent vers l'EI, mais la société a refusé de le supprimer au motif qu'il n'enfreignait pas les conditions d'usage. La lutte contre l'utilisation d'Internet par l'EI constitue l'un des grands enjeux du combat contre l'EI.

Les bombardements ont coupé des voies de communication, ont détruit des infrastructures stratégiques et ont ainsi mis en difficulté le groupe, comme me le rapportent des Irakiens avec qui je m'entretiens. En outre, la promesse de restitution de l'autorité et de justice sociale n'a pas été tenue. Les habitants rejettent de plus en plus l'EI, car plutôt que de faire fonctionner les services élémentaires en prenant le relais d'un État irakien ou syrien défaillant, le groupe a préféré développer un système mafieux reposant sur des malversations facilitées par des intermédiaires qu'il faudra identifier.

Des raffineries ont été reprises à l'EI comme celle de Baïji dans la province de Salah ad-Din en Irak, de même que les barrages de Mossoul et de Haditha. La bataille en Irak sera toutefois plus ardue qu'en Syrie, bien que la dévastation de la seconde nous fasse croire le contraire.

Dans notre lutte contre l'EI, on pâtit d'une insuffisante connaissance des acteurs de cette organisation, notamment ceux qui, sur le terrain, participent à l'économie politique mise en place par le groupe et font que celle-ci est résiliente. Quant au combat sur Internet, il s'apparente à un défi global.

Les bombardements ne suffiront pas et causent en outre des morts parmi la population civile, ce qui sert la propagande de l'EI dans sa tentative de re-légitimation de son discours. Il convient d'améliorer la coopération entre États et agences internationales, qui progresse mais reste insuffisante. S'agissant de nos alliés dans la région, la Turquie a été une interface pour les trafics, mais les voies de communication de l'EI vers ce pays doivent être coupées. Il convient néanmoins d'engager des discussions beaucoup plus sérieuses avec les États qui ont fait preuve de complicité passive avec l'EI sur les objectifs de la lutte et aux moyens que l'on mobilise.

M. le président Jean-Frédéric Poisson. Vous affirmez que l'EI déçoit beaucoup les populations qu'il avait abreuvées de promesses quant à ses projets, et nous ne pouvons que nous réjouir de cette situation. Cette organisation avait fait de la lutte contre la corruption l'un de ses objectifs et avait distribué des aides financières massives pour combattre les édiles locaux. D'où provenaient ces fonds qui avaient davantage servi à l'installation de l'EI qu'à son fonctionnement ?

Dans votre ouvrage, *L'Irak, la revanche de l'Histoire*, vous expliquez que Daech a prospéré grâce à la faillite des États coloniaux. Pourriez-vous préciser cette idée ?

Vous avez employé le terme d'économie politique rationalisée pour qualifier le système mis en place par l'EI. Pourriez-vous expliciter le sens de cet adjectif ?

Cette mission d'information se penchera sur la question du marché de l'art. Avez-vous des éléments à porter à notre connaissance sur ce sujet, outre la revente d'objets sur Internet à laquelle vous avez fait allusion ?

Mme Myriam Benraad. Tous les Irakiens se plaignent de la corruption, et ce fléau ne touche pas seulement les provinces sunnites tombées sous la coupe de l'EI. Massif, le phénomène date d'avant l'intervention militaire américaine de 2003, celle-ci l'ayant amplifié, ne serait-ce que par les scandales ayant émaillé son occupation. Ainsi, l'ancien programme « Pétrole contre nourriture », devenu un fonds de développement pour l'Irak, fut détourné, et des procès sont en cours aux États-Unis. La prédisposition aux malversations s'est épanouie dans ce cadre, présenté comme démocratique mais en fait d'essence mafieuse. Dans ce

contexte, et après le mandat du Premier ministre Iyad Allaoui, la corruption a façonné les élites politiques irakiennes et a atteint des sommets sous le gouvernement de M. Nouri al-Maliki. Ce dernier, au-delà de la personnalisation, de la concentration et de la rebaathification du pouvoir – les Irakiens l'appelaient d'ailleurs « le nouveau Saddam » –, a dilapidé les revenus de l'État pendant les huit années de son gouvernement, ce qui a grevé les capacités de mener la lutte contre l'EI. La contraction des revenus de l'État irakien du fait de la baisse du cours du baril de brut complique davantage le financement de la guerre contre l'EI. Les Irakiens paient cette phase Maliki, qui a été absolument catastrophique.

En 2014, la grande violence sur le terrain et la répression des populations locales par l'armée et les forces de sécurité, devenues des bandes de voyous, notamment à Mossoul, ville conservatrice qui entretenait des rapports complexes avec Bagdad, ont facilité l'implantation de Daech. L'armée avait placé des *check-points* tous les cinq mètres dans la ville où elle rackettait les civils et parfois les violentait – les cas de tortures sont maintenant connus – et la corruption était généralisée ; dans ce contexte, l'EI a promis de mettre fin à cette déliquescence et portait un projet dans lequel ses membres se présentaient comme les « vrais révolutionnaires » contre le gouvernement. Ces facteurs antérieurs et immédiats expliquent pourquoi leur succès n'a pas constitué une surprise ; au-delà de la théâtralisation mise en scène par l'EI, la force du groupe repose sur les faiblesses de ses adversaires. Voilà pourquoi l'actuel Premier ministre, M. Haïder al-Abadi, a lancé un programme de réformes dans l'armée et contre la corruption. Mais ce programme soulève l'opposition de tout le système, y compris celle des Kurdes – leur région autonome est le théâtre de la même corruption que les autorités fédérales et l'ensemble des échelons du pouvoir en Irak. Plusieurs tentatives d'assassinat du chef du gouvernement ont été déjouées au cours des derniers mois. M. al-Maliki a verrouillé certaines institutions et des ministères en plaçant des sbires jusque dans le cabinet ministériel et fera tout pour empêcher la mise en œuvre de ce plan de réformes, alors que celui-ci est pourtant la clef de la sortie de crise, au-delà des aspects militaires.

Bien que Saddam Hussein n'ait pas envahi le Koweït en 1990 au nom d'une idéologie panislamiste, il a tenté de remettre en cause un ordre postcolonial qui n'a jamais été accepté, même par les nationalistes. Il faut déconstruire le mythe selon lequel l'EI, au nom du panislamisme, remettrait en cause un ordre postcolonial qui aurait été admis par les pouvoirs nationaux : les partisans du panarabisme ont toujours combattu cet arrangement. L'offensive de l'EI en 2014 représente donc davantage une continuité par rapport à l'invasion du Koweït de 1990 qu'une rupture. Après la guerre du Golfe, l'agencement postcolonial ne correspondait déjà plus aux réalités du terrain.

L'État islamique d'Irak se dote, dès 2006 lors de sa proclamation, d'un ministère de l'économie et d'un comité d'administration de ses revenus ; tout est mûrement réfléchi : les cadres de l'organisation se sont fréquentés en prison et ont eu le temps de penser les contours de leur futur État. La rationalisation vise à gérer efficacement les ressources et les revenus et à transférer des fonds entre les provinces – *wilaya* –, chacune d'entre elles étant dirigées par un gouverneur. L'EI a créé des *wilayats* en Syrie, a proclamé celle du Sinaï et compte poursuivre la même stratégie en Libye. Ces gens-là ne sont pas décérébrés et n'agissent pas de manière improvisée.

Le trafic des antiquités prospère depuis 2003. Les Américains ont bombardé des sites archéologiques et les populations locales ont développé cette contrebande pour survivre. On envoyait des paysans dans les sites pour collecter les figurines et les antiquités diverses, celles-ci transitant par des intermédiaires locaux qui les revendaient à des acheteurs du monde entier. Des archéologues, français notamment, dévastés par ces pillages, ont tenté de récupérer voire de racheter certaines de ces antiquités afin de les renvoyer dans des musées d'Irak ou

d'ailleurs pour reconstituer le patrimoine irakien. De nombreuses personnes font preuve d'une grande hypocrisie face à ce trafic international très rentable qu'elles prétendent combattre. La Syrie se trouve également concernée aujourd'hui, et l'on constate que des individus très fréquentables acquièrent des antiquités issues de ces deux pays.

M. Kader Arif, rapporteur. Cette mission d'information souhaite étudier les moyens humains de Daech et non seulement ceux de nature financière. Comment les individus rejoignant le groupe circulent-ils ? D'où viennent-ils ? Comment sont-ils recrutés ?

En dehors d'Internet, comment la propagande de Daech se déploie-t-elle ? Qui en a la charge ? Qui la relaie ?

Des régimes sunnites du Golfe sont accusés de financer Daech. Ces allégations sont-elles vraies ?

La sémantique étant importante, je combats l'utilisation de l'appellation d'État islamique pour nommer Daech, car la notion d'État comporte des dimensions positives qui peuvent attirer. Nous trouvons-nous en face d'un vrai État organisé ?

Mme Myriam Benraad. Ce groupe constitue aujourd'hui une Internationale. L'avant-garde irakienne a élaboré ce projet, continue de l'articuler et conserve sa place centrale dans l'organisation car d'elle dépend la pérennité de l'EI. Tout est concentré autour de cette élite : Abou Bakr al-Baghdadi dirige, entouré de lieutenants et de ministres autoproclamés, majoritairement irakiens. L'Irak reste le lieu où la lutte principale contre l'EI doit être conduite. Les combattants viennent de pays arabes – l'Arabie saoudite puis la Tunisie constituant les deux premiers contingents –, du Caucase, d'Asie, d'Afrique et même des Antilles françaises. Ce projet, qui se dit révolutionnaire alors qu'il est contre-révolutionnaire, attire des personnes du monde entier.

Les personnes qui s'installent dans les territoires contrôlés par l'EI forment une société de commerçants, d'ingénieurs, d'agriculteurs et d'éboueurs comme ailleurs. Cette image se trouve aujourd'hui remise en cause, car les civils ayant fui ces zones insistent sur le désespoir des habitants. Cependant, cette organisation résiste et cherche réellement à créer un État et une société.

Si des questions sensibles, comme la censure et l'influence des réseaux sociaux par les États, ne doivent pas être écartées, il n'en reste pas moins que le recrutement par le biais de plateformes s'avère trop aisé sur Internet. Lors d'un séminaire organisé il y a quelques mois, des collègues spécialisés dans l'étude des réseaux djihadistes ont tous évoqué l'impunité qui règne sur la toile – bien supérieure à celle qui existait dans les années 2000 – et qui constitue un danger important. Au-delà de la propagande locale auprès des jeunes Irakiens et Syriens, c'est Internet qui a permis à l'EI de se développer aussi considérablement et de recruter partout dans le monde.

Dès 2006, le groupe a publié des écrits en arabe : ils étaient de très grande qualité et n'étaient donc accessibles qu'à des gens lettrés. Depuis 2014, l'EI diffuse dans toutes les langues grâce à des bureaux de traduction et ses éléments occidentaux, notamment américains, réalisent des vidéos de propagande quasi hollywoodiennes. Ces cerveaux – ou *masterminds* – sont issus de l'Occident ; il ne s'agit pas que d'une histoire moyen-orientale et nous nous trouvons en face d'un produit dégénéré de la mondialisation vertueuse.

On sait que des affinités lient des individus du peuple comme des élites des pays du Golfe à l'EI. Des sanctions ont frappé les nombreux sponsors privés qui ont pu être identifiés. Cependant, on constate que les difficultés à mettre un terme aux trafics, aux flux financiers et aux complicités diverses que l'EI trouve en Turquie s'avèrent comparables dans

les pays du Golfe. Les combattants issus de ces pays constituent d'ailleurs la majorité des administrateurs de l'EI en Syrie ; les Syriens les appellent les Arabes et demandent à leur cheikh ou à leur autorité locale de rompre avec l'EI pour rejoindre l'opposition armée au régime de Bachar el-Assad. L'EI tait ce mouvement avec acharnement, car il contredit sa propagande de disparition du sentiment national syrien ou irakien ; en effet, la restauration de ces États-nations constitue la plus grande menace politique et idéologique pour l'EI.

Se contenter de nommer ce groupe « Daech » en mettant de côté leur appellation d'« État islamique » revient à se priver de l'opportunité de comprendre ce que ces gens veulent ; cependant, les Irakiens et les Syriens les désignent sous l'acronyme de Daech, signe du rejet de ce projet, imposé par la force, par les populations locales. Les réfugiés, les déplacés et les habitants de Mossoul encore sur place avec lesquels on peut s'entretenir repoussent très majoritairement le joug de cette organisation. L'Europe en a reçu la preuve violente avec l'arrivée d'un flux important de réfugiés.

Une vidéo met en scène un djihadiste français s'adressant aux réfugiés pour les enjoindre de revenir vers le califat et la terre de l'islam, et les avertissant qu'ils ne seront que chômeurs ou éboueurs en Europe ; les membres de l'EI se sont sentis contraints de diffuser ce message, ce qui constitue un signe de faiblesse. Il peut se développer chez les personnes étudiant ce groupe une fascination très dangereuse qui les pousse à surinvestir le phénomène ; voilà pourquoi il faut démythifier l'État islamique et vous avez tout à fait raison, monsieur le rapporteur, de remettre en cause, comme les populations, la notion d'État. Cette organisation s'avère très forte pour investir le registre symbolique et pour exercer un attrait malsain, y compris parmi les élites de nos sociétés. Nous devons combattre cette séduction qui constitue l'un des axes stratégiques de Daech.

M. le président Jean-Frédéric Poisson. Vous avez évoqué la participation de certains membres de l'élite de pays voisins au financement de Daech : existe-t-il des traces des opérations, des déclarations ou des circuits ? Dispose-t-on d'éléments matériels ou sommes-nous dans le domaine de l'hypothèse ?

Mme Myriam Benraad. Un rapport de l'Organisation des Nations unies (ONU) citait des noms de sponsors privés du groupe en Afrique du Nord et dans le Golfe, mais nous ne possédons pas d'éléments supplémentaires.

M. Jacques Myard. Vous avez raison d'insister sur l'ancienneté de l'économie tribale, qui remonte à l'époque de Saddam Hussein et qui irrigue le Proche-Orient, le Moyen-Orient et le Sahel. Ces régions abritent de nombreux trafics. À quel moment ce phénomène rencontre-t-il celui de la radicalisation islamique ? Avant le déclenchement de la guerre civile en Syrie, on sentait monter la pression des islamistes dans la société. Quels sont les rapports entre al-Qaïda et l'EI ?

On chiffre les ressources de l'EI à 2 milliards de dollars, le groupe ayant déjà dépensé une grande partie de cet argent. Quel rôle jouent l'Arabie saoudite – ou ses démembrements –, le Qatar et la Turquie – qui semble s'être piégée elle-même dans ses relations avec le diable – dans le financement de Daech ?

Mme Sandrine Mazetier. Vous n'avez pas évoqué le trafic humain : est-ce parce que les revenus que Daech en tire sont faibles ? Que représente financièrement pour l'organisation la vente de femmes ?

M. Meyer Habib. On rapporte que la banque de liquidités de Daech, abritant des centaines de millions de dollars, aurait été bombardée ce matin par les Américains. Est-ce que cela peut avoir un impact réel ?

Beaucoup de militants de Daech sont issus du régime de Saddam Hussein, que l'on considérerait comme un régime arabe laïc. Ces gens sont-ils vraiment devenus djihadistes ou ont-ils rejoint l'EI par opportunité conjoncturelle ?

Mon sentiment est que l'on assiste à une guerre entre chiites et sunnites dans laquelle Daech se trouve en déclin. Partagez-vous ce constat ? Dans six mois, un, deux ou trois ans, il disparaîtra, mais il faut prendre garde à ce que les chiites ne l'emportent pas sur les sunnites ou inversement, car rien ne serait alors réglé, surtout dans un contexte de forte dégradation des relations entre l'Irak et l'Arabie saoudite. Peut-on parvenir à une solution sans dépecer l'Irak et la Syrie ? L'influence de l'Irak n'a cessé de croître en Irak, ce qui a alimenté l'émergence de l'ensemble des forces qui combattent actuellement sur le sol irakien. Comment faire pour éviter que deux États djihadistes n'émergent des deux côtés de la frontière irako-iranienne ?

Mme Myriam Benraad. L'idéologie baathiste se voulait certes séculière, mais n'a jamais nié la place de l'islam. Il est faux de penser que l'Irak d'avant 2003 était laïc et qu'il serait devenu islamiste par la suite. L'Irak a toujours été un pays musulman, dont l'islam a été reconnu comme religion d'État par tous les régimes, y compris celui de Saddam Hussein. Dans les dernières années, une conjonction de facteurs a entraîné le repli de la population dans le registre du religieux en réaction à la naissance de la République islamique en Iran et à la guerre contre ce pays. Ensuite, les sanctions internationales consécutives à la guerre du Golfe ont créé une dévastation économique et sociale qui a alimenté la pratique religieuse et le désengagement envers l'identité nationale, l'État n'assumant plus ses fonctions et n'assurant plus la sécurité de la population. À cette époque, le régime de Saddam Hussein s'est recroquevillé à Bagdad, car il a perdu le contrôle des provinces kurdes et du sud chiite du pays qui s'est soulevé dès 1991 avec le soutien de certains déserteurs de l'armée et d'opposants aidés par l'Agence centrale de renseignement américaine (CIA). Retranché, Saddam Hussein s'est tourné vers l'islam pour relégitimer son gouvernement ; il a lancé une campagne de la foi pour se présenter comme un bon musulman et pour faire taire son opposition islamiste qui l'accusait d'être un nouveau Nasser échouant dans toutes ses guerres contre l'Occident. La transition de cet islamo-nationalisme au djihadisme actuel prit quelques années.

En 2003, l'État s'est effondré, l'armée a été démantelée, les membres du parti se retrouvent sans emploi, et tous ces gens organisent une résistance armée au sein de laquelle al-Qaïda devenu État islamique devient prédominante. Cette organisation s'avère en effet la plus déterminée, inflige les pertes les plus nombreuses aux Américains, puis s'impose face aux autres moudjahidin et à la tendance plus nationaliste et plus modérée car elle liquide tous ceux qui s'opposent à elle. L'EI a assis sa domination par la force, par ses ressources, par son zèle guerrier et par l'alternative qu'ils représentent. Ce phénomène se répète aujourd'hui en Syrie : les passages d'un groupe à l'autre s'effectuent en fonction de l'argent et des opportunités de victoire. Ces transferts étant très répandus, les classifications définitives entre les groupes s'avèrent superficielles.

Les Saoudiens furent les premiers, avec M. Jacques Chirac, à avertir M. George W. Bush du fait qu'envahir l'Irak revenait à ouvrir une boîte de Pandore et à déclencher une catastrophe ; l'Arabie saoudite a été l'État le plus actif sur ce plan. On peut pointer son rôle dans l'émergence de Daech, mais on doit étendre un tel constat aux États-Unis qui ont financé des groupes djihadistes ; on a assisté en quelque sorte au retournement de Frankenstein contre ses créateurs. Le jeu du Qatar et de la Turquie s'est également révélé trouble, car ces pays financent plusieurs groupes ; on accuse la Turquie et le Qatar de soutenir les Frères musulmans quand les Saoudiens défendraient une ligne favorable aux salafistes, mais ces

analyses sont fausses. Ces États déploient des stratégies bien plus diversifiées que la caricature que l'on en dresse.

La sortie de crise ne passe pas par les pays de la région, mais par la reconstruction des États irakien et syrien et par la collaboration avec les élites d'Irak et avec les interlocuteurs que l'on pourra trouver en Syrie. Ce sont les Irakiens et les Syriens qui détiennent les clefs de la résolution du conflit, et non les apprentis sorciers régionaux qui n'ont cessé d'élaborer des calculs cyniques sur l'avenir de ces deux États et de tirer des bénéfices évidents de leur effondrement – c'était très clair pour l'Irak. Lorsque l'on m'a dit il y a un an que l'important résidait dans la coopération entre l'Arabie saoudite et l'Iran, j'ai éclaté de rire car je n'y ai jamais cru. J'ai toujours insisté sur la nécessité de miser sur l'Irak et la Syrie eux-mêmes et regretté que l'on n'empruntât pas suffisamment cette voie.

Le trafic de femmes, l'esclavagisme, voire la mise en place de réseaux pédophiles n'occupent pas une place secondaire pour Daech. Certains enfants sont vendus à de riches personnalités du Golfe et au-delà du Golfe. Ce commerce ne constitue pas la première source de financement du groupe, mais la marchandisation abjecte des êtres reste insuffisamment dénoncée. La presse ne publie qu'une infime partie de ce que l'on me raconte.

Le bombardement de la banque de liquidités de Daech affaiblira bien entendu le groupe.

M. Sébastien Pietrasanta. Daech se présentant comme un État, a-t-il mis en place un mécanisme de levée d'impôt ? Leur propagande assure que de nombreuses réquisitions de maisons, notamment de villas avec piscine, ont été effectuées au profit de combattants ou de l'élite du groupe : quelle est l'étendue de ce phénomène ?

M. Eduardo Rihan Cypel. Le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale a, comme vous, parfaitement identifié l'effondrement des États irakien et syrien comme origine des bouleversements actuels – sans oublier les autres causes que vous avez décrites –, et je me retrouve donc totalement dans vos propos, madame Benraad.

Pouvez-vous nous brosser un tableau des moyens idéologiques de Daech ? Celui-ci constitue un foyer d'attraction pour beaucoup de personnes dans le monde, y compris chez nous. Sans une contre-narration idéologique, on ne tarira pas la fascination qu'exerce cette organisation.

Avez-vous noté un changement dans l'attitude de la Turquie et d'autres pays qui auraient mis un terme à leur soutien financier – éventuel, tacite ou explicite, plus ou moins trouble – à Daech depuis que nous avons engagé cette guerre, dans laquelle le président de la République française se situe en première ligne ?

M. Yves Fromion. Vu de l'Occident, le phénomène porté par Daech semble contenir une forte composante religieuse, mais entre les chiites et sunnites, on peut éprouver quelques difficultés à saisir la réalité de ce qui se passe. Malgré cette opposition, comment en arrive-t-on, à l'extérieur, à avoir le sentiment qu'une unité prévaut autour de la religion ?

M. Xavier Breton. Madame Benraad, vous avez indiqué que la lutte contre les financements de Daech s'avérait insuffisante, notamment en raison du nombre d'intermédiaires et d'un manque de mobilisation de certains États. Pourriez-vous dresser l'historique des initiatives, nationales et internationales, lancées pour assécher les ressources de Daech ?

Mme Myriam Benraad. Plutôt que de collecter des impôts, Daech pratique des extorsions. Ainsi, l'EI n'a pas instauré la *djizîa*, impôt pesant sur les non-musulmans en échange de la protection du souverain, puisqu'ils se sont adonnés à une pratique presque

génocidaire contre les minorités. Je récusé la notion de « fiscalité » car elle accrédié l'idée de l'existence d'un État : nous ne pouvons pas assimiler l'extorsion à la levée organisée d'impôts.

Les réquisitions ont cours depuis 2003 en Irak ; des réfugiés chrétiens m'ont ainsi expliqué que des combattants liés à al-Qaïda ou à d'autres groupes radicaux leur avaient fixé des ultimatums de 48 heures pour quitter les lieux et laisser leurs biens. Cette pratique s'est développée avec la fuite de centaines de milliers de personnes. Les petits Français ralliés à l'EI occupent les villas avec piscine quand les populations syriennes et irakiennes fuient leur pays. Ces dernières affirment que nous sommes aussi dangereux pour elles que ces pays pour nous, car ils accueillent le monde entier et le vivent comme un fait colonial. L'État islamique est un fait colonial : ce qui se présente sous les traits du califat ne se révèle en fait qu'une internationale de combattants qui colonisent l'Irak et la Syrie. Il convient de reconstruire ces États afin de permettre à leurs populations de retrouver leur dignité sur leurs terres. En effet, ces gens n'ont pas voulu quitter leur pays et souhaitent y retourner. Il ne faut pas avaliser la partition de l'Irak et de la Syrie et priver ces gens de l'espoir de retourner chez eux.

Coloniale, la politique de l'État islamique s'avère également impériale en se posant comme un contre-modèle de l'Occident. Son but ultime est de devenir la nouvelle Amérique. Il hérite autant de la violence moyen-orientale que de notre Histoire des vingt-cinq dernières années. C'est pour cela que j'appelle ses membres les « dégénérés » de la globalisation, au sens premier du terme, ce qui ne leur plaît pas du tout.

La promesse d'un califat venant expier les errements du Moyen-Orient et les maux de l'Occident représente une utopie ; les Occidentaux qui se rendent en Syrie aujourd'hui sont issus de milieux musulmans ou se convertissent à l'islam, ont pour principale motivation la volonté de servir la bonne cause, qui incarne un idéal s'opposant aux diverses et vastes insatisfactions ressenties dans leurs vies. Cette utopie repose sur la volonté de renverser le cours des événements des vingt-cinq dernières années, ce qui explique que ce mouvement ne pouvait naître qu'en Irak. À la fin de la guerre froide, on nous a présenté l'Histoire comme finie grâce à la globalisation vertueuse, mais dès les années 1990, l'Irak représentait une zone d'ombre dans ce tableau. Les horreurs de la guerre d'Irak de 2003 pèseront lourdement sur les trajectoires de radicalisation – que l'on pense à la filière des Buttes-Chaumont à Paris – et ce pays constitue la zone d'attraction des parias.

La Turquie et l'Arabie saoudite se trouvent aujourd'hui dans la ligne de mire directe de l'EI, si bien que leur comportement ne peut qu'évoluer : il y a clairement des logiques d'État. Cela ne signifie pas pour autant qu'ils coopéreront avec nous, car nos analyses et nos intérêts divergent.

Ce califat réinvente une tradition qui ne correspond absolument pas aux califats omeyyade ou abbasside, cette reconstruction s'avérant typique des mouvements totalitaires. Le califat mythifié devient le lieu d'expression d'un phénomène totalitaire assis sur l'idée de pureté et d'unification, c'est-à-dire de purification, et exterminant tous ceux qui s'y opposent.

L'ONU, très mobilisée sur cette question, a, comme de nombreux États, lancé des initiatives, et l'Union européenne (UE) a imposé des sanctions, mais l'angle mort de la lutte contre Daech reste Internet. Rien de significatif n'a été accompli dans ce domaine ; pire, lorsque je signale des profils de personnes postant des images atroces sur les réseaux sociaux ou y appelant à la levée de fonds, au recrutement et à la violence, Twitter refuse de supprimer les comptes au motif qu'ils n'enfreignent pas les conditions d'usage. L'impunité règne sur Internet et elle ne fera que s'étendre si aucune disposition sérieuse n'est prise.

M. Jean-Louis Destans. Vous avez distingué cinq sources de revenus, dont le pillage des banques, et vous nous avez inquiétés en évaluant à plusieurs années d'activité la manne financière apportée par le vol d'argent dans les banques des villes contrôlées par l'EI. Pourriez-vous préciser ce que représentent les 2 milliards d'euros auxquels mon collègue Jacques Myard a fait allusion ?

Vous avez affirmé que les circuits de contrebande du pétrole dataient de 25 ans et que l'EI n'a fait que les reprendre ; si tel est le cas, ceux-ci doivent être connus et il doit donc être possible de les couper. Quel est votre point de vue sur ce sujet ? Les réseaux se révèlent-ils plus sophistiqués ? Comme vous sembliez répondre par la négative à cette question, tout dépend de la volonté politique.

M. François Rochebloine. Pourriez-vous préciser le rôle d'intermédiaire au profit de Daech joué par des organisations non gouvernementales (ONG) humanitaires ?

Comment se déroulent les recrutements ? Sont-ils effectués uniquement par Internet ? Comment les enrôlés sont-ils payés ? Reçoivent-ils de l'argent dans les pays extérieurs ? Les médias internationaux comme al-Jazeera jouent-ils un rôle dans ce processus ?

Quels espoirs peuvent nourrir les minorités ?

Mme Marie Récalde. Dans une de vos interviews, vous expliquiez que la force de Daech résidait dans la faiblesse des États du Moyen-Orient, Irak en tête, diagnostic que vous avez repris devant nous aujourd'hui. La stabilité de la Syrie constitue un sujet de préoccupation important, et le Conseil de sécurité de l'ONU a voté, le 18 décembre dernier, la résolution 2254 qui vise à relancer un processus diplomatique presque inexistant. Elle prévoit la tenue de pourparlers entre le gouvernement de Damas et l'opposition syrienne, ainsi qu'un cessez-le-feu ; la prose onusienne, toujours très diplomatiques, évoque un processus de transition politique, ouvert, et conduit par les Syriens pour répondre aux aspirations légitimes de la population. On peut saluer ce consensus, mais quels échos recevez-vous du terrain ? Comment les acteurs locaux et régionaux perçoivent-ils ce processus ? Peut-il aboutir ou ne porte-t-il que des vœux pieux ? Comment s'y prendre pour résoudre la crise syrienne ?

Mme Myriam Benraad. Le pillage des banques a rapporté un capital important à l'EI. L'estimation de 2 milliards de dollars date de la fin de l'année 2014, et les bombardements menés par la coalition internationale et par la Russie, ainsi que les combats sur le terrain, rendent difficile sa mise à jour. Daech conserve en tout cas suffisamment de fonds pour assurer sa subsistance et conduire des opérations locales ; les familles reçoivent 500 dollars pour un attentat-suicide et entre 300 et 500 dollars pour une voiture piégée. Cela existe depuis la période d'occupation américaine, et beaucoup de jeunes Irakiens ont rejoint l'État islamique d'Irak en raison de promesses financières plus attractives que celles d'autres groupes ; cette situation se répète aujourd'hui en Syrie.

Dans les territoires contrôlés par Daech, des voies de communication sont détruites et des infrastructures sont détruites, dont des banques, si bien que la circulation des flux s'avère plus ardue ; de même, l'évolution militaire en Syrie, impulsée notamment par les forces kurdes, compliquera la tâche de l'EI dans les six prochains mois, ces changements ne touchant pas le théâtre irakien.

La contrebande ne s'avère pas particulièrement sophistiquée, mais les bombardements ne parviendront pas à la démanteler en l'absence d'un État sur place capable d'assurer cette mission. Comme les combattants et les intermédiaires impliqués dans ces trafics sont très nombreux, les bombes peuvent détruire des infrastructures, mais non le tissu économique qui s'articule autour de ces transactions quotidiennes. Le passage des devises et des hydrocarbures sera plus complexe, mais le commerce ne connaîtra pas d'arrêt.

Où se trouvait la volonté politique de l'État irakien jusqu'à maintenant ? Cet État n'a même pas lutté contre ses propres dérives, et ses élites dirigeantes baignent dans la corruption, si bien qu'elles ne sont pas entendues lorsqu'elles demandent au peuple de combattre ce fléau. Les rapports émis par des organisations internationales comme l'ONU sur les réformes à mettre en place ne présentent aucun intérêt, car le quotidien des Irakiens, sans eau ni électricité, se résume à la survie.

Le processus multilatéral qui vient d'être engagé est important pour la suite, car il faut réunir les acteurs concernés et définir un cadre, mais le début de sortie de crise se jouera sur le terrain par le respect d'un cessez-le-feu. Ensuite, les solutions émergeront à une échelle très locale, car la Syrie est un pays totalement dévasté – ce qu'on a peine à percevoir réellement ici. Cette destruction a été beaucoup plus rapide et profonde qu'en Irak.

La ville de Ramadi, ravagée, n'a pas été complètement libérée du joug de l'EI, contrairement à ce qu'en ont dit les médias. L'État irakien souhaite-t-il la reconstruire ? Si tel est le cas, en a-t-il les moyens ? Là réside la condition du ralliement de la population au gouvernement. Au lieu de compter sur des intermédiaires régionaux réticents à soutenir l'Irak, la coalition désire-t-elle vraiment aider à cette tâche ? Jusqu'à présent, nous n'avons pas fait les bons choix de politique étrangère en Irak et en Syrie.

Des ONG, se présentant comme caritatives, ont soutenu l'EI, par exemple en détournant à son profit l'aide alimentaire. Ce sont en général de petites organisations dont le trafic en faveur de l'EI peut bénéficier de l'assentiment de certaines autorités. Au-delà de ces organisations, le sympathisant sait très bien dans quelle épicerie de quel village frontalier se rendre pour transmettre de l'argent à Daech. Ce système fluide s'avère difficilement saisissable.

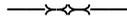
L'enrôlement s'effectue localement en Irak, en Syrie et en Libye où l'EI est implanté, et le recrutement international passe par Internet. Un budget propre sert à rémunérer les combattants, et des aides sont allouées aux familles. C'est un véritable système, bien articulé.

Al-Jazeera est loin d'être le seul media à jouer un rôle trouble ; en effet, qui dit aujourd'hui la vérité sur le conflit syrien ?

M. Serge Janquin. Madame Benraad, je souhaite vous adresser remerciements et compliments. Vous nous avez mis en garde contre l'interprétation simpliste des positions religieuses, et vous entendez qualifier le califat de puissance coloniale, impérialiste et de produit dégénéré de la décolonisation était réjouissant, car il est toujours heureux de bien nommer les choses. Vous avez également raison d'appeler à la reconstruction des États syrien et irakien, alors que beaucoup dans les chancelleries jouent aux apprentis sorciers en songeant à d'autres stratégies. Cela me rappelle une expression de M. Michel Rocard à propos des pays africains, diagnostiquant que leur drame n'était pas dû à trop d'État, mais à pas assez. Il convient de reconstruire ces deux États, issus d'une malheureuse période coloniale mais qui existent ; la tâche sera longue et difficile, mais il n'y a pas d'autre solution.

M. le président Jean-Frédéric Poisson. Madame, monsieur le rapporteur, les membres de la mission et moi-même vous remercions de vos propos libres et précis. Je n'exclus pas que nous vous invitons à nouveau à vous exprimer, dans une configuration plus restreinte et à huis clos, pour approfondir certains sujets sensibles que vous avez évoqués.

L'audition s'achève à quinze heures dix.



Membres présents ou excusés
Mission d'information sur les moyens de DAECH

Réunion du mardi 12 janvier 2016 à 13 h 30.

Présents. – M. Kader Arif, M. François Asensi, M. Xavier Breton, M. Guy-Michel Chauveau, M. Jean-Louis Destans, M. Yves Fromion, M. Jean-Marc Germain, M. Claude Goasguen, M. Meyer Habib, M. Serge Janquin, Mme Sandrine Mazetier, M. Jean-Claude Mignon, M. Jacques Myard, M. Sébastien Pietrasanta, M. Jean-Frédéric Poisson, Mme Marie Récalde, M. Eduardo Rihan Cypel, M. François Rochebloine.

Excusés. – M. Alain Claeys, Mme Geneviève Gosselin-Fleury, M. François Loncle, M. Axel Poniatowski.